



SECURITE SOCIALE: PAS TOUCHE !

Le culot de Jacques Chirac est sans limites. Sentant que son gouvernement est de plus en plus haï de la population, Chirac nous refait le coup de la « fracture sociale », lors d'un voyage à Valenciennes. Comme s'il n'y était pour rien ! Comme s'il avait montré l'exemple, cet été, pour aider les personnes âgées pendant la canicule ! Comme si ce n'était pas son gouvernement qui, tous les jours, rajoute des provocations : jour férié supprimé, économies du livret A grignotées, 35 heures dénoncées, retraites rognées, services publics bradés, allocations de chômeurs supprimées.

Et pendant que Super-menteur échappe toujours à la justice, Raffarin veut imposer un plan de destruction d'un des plus grands acquis sociaux : la sécurité sociale, la protection de la santé.

APRES LES RETRAITES, LA SANTE ATTAQUEE !

Cette semaine, s'ouvre à l'Assemblée nationale le débat sur le financement de la sécurité sociale. Avec en hors d'œuvre, l'augmentation du forfait hospitalier (de 10,5 à 13 euros, à la charge des malades), le déremboursement de certaines de médicaments, dont les prix « libérés » montent en flèche.

Mais le pire est à venir. D'ici 2004, un Haut Conseil devra faire des propositions pour chambouler complètement la santé publique. De quoi s'agit-il ? Ni plus ni moins que de faire entrer les mutuelles (leurs tarifs vont monter en flèche !) et les assurances privées dans le système collectif, d'augmenter la prise en charge des soins par les assurés. Du moins pour ceux qui auront les moyens ! Car les petits salaires devront se contenter d'une couverture plancher, un « panier de soins », une sorte de RMI santé. L'assurance obligatoire ne couvrirait plus que ce « panier », les soins plus chers étant pris en charge par un assureur aux dents longues.

De même, les hôpitaux fonctionneraient avec des tarifs basés sur le coût moyen des maladies. Tant pis si surgissent des « gros risques » : il faudra être compétitif avec les cliniques privées ! Comme le dit Raffarin : faut-il rembourser autant une fracture du bras dans un accident de ski que dans

un accident de la route ? Sous-entendu : le skieur prend des risques, à lui de payer !

Les cliniques privées qui se spécialisent dans les soins rentables attendent ces réformes avec impatience. C'est un gros marché qui s'ouvre. On verra des capitaux se ruer encore plus dans les assurances, les cliniques, et les fonds de pension des retraites !

LE TROU DE LA SECU, C'EST LE CHOMAGE ET LES BAS SALAIRES!

Toute cette politique viserait à combler le trou « abyssal » de la protection sociale : 10 milliards en 2003, 15 en 2004. Mais d'où vient ce trou? Du chômage en hausse, des salaires en baisse et des baisses de cotisations patronales.

100 000 chômeurs de plus, c'est un milliard d'euros de moins à la sécu. Or le chômage file vers les 10% !

La part des salaires dans la richesse totale du pays a baissé de 10% en 20 ans, soit plus de 150 milliards d'euros en moins pour les cotisations !

Quant aux exonérations patronales, elles ont été multipliées par 6 de 1993 à 2003.

LA SECU EST A NOUS !

Que ce soit par nos cotisations ou celle des patrons, l'argent de la sécurité sociale appartient aux salariés et aux assurés. Ne laissons pas ce gouvernement et son « Haut Conseil » décider !

La santé gratuite, les soins remboursés, devraient être un droit pour tous et toutes.

C'est par une politique de plein emploi, de hausse des salaires et des cotisations patronales que des recettes nouvelles peuvent arriver. Quant aux économies, nous proposons la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, l'arrêt des profits sur la santé (médicaments, cliniques) et la mise en place d'une médecine plus collective, sous contrôle des populations.

Le 27 octobre 2003

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :